



## La guerre hybride contre la Bolivie: l'approche adaptative indirecte au changement de régime

La guerre hybride contre la Bolivie

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

*L'État socialiste de Bolivie est la dernière cible des efforts de changement de régime des États-Unis après qu'une guerre hybride pré-planifiée ait été lancée contre leurs dirigeants à la suite de la victoire écrasante du Président Morales au premier tour des élections le mois dernier, la situation s'étant rapidement détériorée depuis plusieurs semaines au point qu'un coup d'État militaire et/ou une guerre civile semblent imminents, surtout après la « recommandation » de l'OEA soutenue par les États-Unis de tenir de nouvelles élections puisque les résultats des précédentes ne peuvent apparemment pas « être vérifiés ».*

La bombe à retardement bolivienne

[La Bolivie est sur le point](#) de devenir la pire crise de l'Amérique du Sud de l'histoire récente si la guerre hybride en cours, soutenue par les États-Unis, contre ses dirigeants démocratiquement élus et légitimes continue de dégénérer. La victoire éclatante du Président Morales au premier tour des élections du mois dernier a été le déclencheur qui « justifiait » le déploiement public de la déstabilisation planifiée contre lui, qui était déjà en préparation depuis des années au cas où le dirigeant le plus ancien de l'Amérique Latine briguerait un quatrième mandat. Les Boliviens ont voté contre son initiative de modifier la Constitution en 2016 pour lui donner le droit de se présenter à nouveau, mais la Cour Suprême Électorale [a annulé les résultats](#) en décembre 2018 et Morales a donc pu se présenter lors des dernières élections. « L'opposition » s'attendait à ce qu'il ne reçoive pas la marge de victoire de plus de 10% nécessaire pour empêcher un second tour, elle prévoyait de s'unir dans ce scénario et donc d'assurer sa défaite électorale peu après.

Notions de base sur la guerre hybride

Selon les préceptes stratégiques décrits dans le livre de 2015 « [Guerres Hybrides : l'Approche Adaptative Indirecte au Changement de Régime](#) », les États-Unis adaptent avec souplesse leur stratégie de guerre par procuration pour tenir compte de cette évolution, ayant déjà un plan de secours sur lequel ils peuvent compter si cela arrive. Le plan initial était de destituer pacifiquement le Président Morales par des élections, mais comme ce n'est plus possible, la violence est le seul recours pour les États-Unis et ses partisans dans le pays. L'hégémonie US s'est toujours sentie menacée par tout [État socialiste prospère](#) et méprise le fait que la Bolivie est aujourd'hui à la fois un [partenaire régional proche de la Russie](#) et un [État de transit central](#) le long du Chemin de fer Transocéanique (TORR)

envisagé par la Chine. Ces raisons expliquent pourquoi les États-Unis veulent renverser le gouvernement bolivien pour des raisons politiques et géostratégiques comme il est expliqué dans l'article « [Loi de la guerre hybride](#) ». Il faut dire que la Bolivie, comme la plupart des pays d'Amérique Latine et surtout d'Amérique du Sud (aussi bien historiquement qu'à l'heure actuelle), est extrêmement polarisée, d'autant plus que les différences entre la gauche et la droite coïncident largement avec les divisions ethno-régionales. La population indigène de gauche se trouve principalement dans les [hautes terres riches en lithium](#), tandis que les métisses de droite se trouvent dans les basses terres riches en gaz.

### Le blocage

Il est donc relativement facile de mobiliser des foules destructrices inspirées par une rhétorique démagogique, comme celles qui ont émergé dans tout le pays dans les semaines précédant [la « recommandation » de l'OEA soutenue par les États-Unis](#), dimanche, de tenir une autre élection parce qu'elle ne pourrait pas vérifier les résultats de la première après leur audit. Luis Fernando Camacho, un leader de la société civile de la forteresse « d'opposition » de Santa Cruz qui est en passe de devenir « le Guaido de la Bolivie », est à la tête des troubles. Il a appelé ses partisans à « *paralyser les institutions gouvernementales et à bloquer les frontières* », [selon Reuters](#), « *avec des grèves et des barrages routiers dans les villes* ». La Bolivie étant enclavée, elle risque fort d'être coupée du reste du monde par ces moyens, ce qui pourrait déclencher immédiatement une crise économique qui pourrait finir par avoir de très graves conséquences humanitaires si elle entrave les expéditions alimentaires. C'est probablement ce que veulent les mécènes étasuniens de Camacho, car cela radicaliserait la population encore plus qu'elle ne l'est déjà et ferait de la guerre civile un fait accompli. Il y a déjà des signes que le pays s'engage dans cette voie après qu'[une foule ait lynché une mairesse](#) du parti au pouvoir, l'ait aspergée de peinture rouge, lui ait coupé les cheveux par la force et l'ait traînée dans les rues avant de la livrer à la police.

### Complicité militaire

Les militaires [ont déclaré](#) qu'ils ne participeraient pas au règlement de la crise actuelle, ce qui est sans doute une trahison de la constitution qui les oblige à maintenir l'ordre public dans le pays. Leur décision de ne pas intervenir pour disperser les émeutiers suggère tacitement que cette institution a été infiltrée par les services de renseignements US avant le début des troubles prévus, ce qui est extrêmement troublant car cela signifie que la vie du Président Morales pourrait être en danger s'il y avait même un seul traître dans ses rangs prêt à le détenir au nom de la prétendue « révolution » ou pire. Ce n'est pas de la pure spéculation puisqu'il a été rapporté que certains des policiers qui gardent le palais présidentiel [ont abandonné leurs postes](#) et ont rejoint le mouvement de changement de régime, tout comme certains de leurs collègues ailleurs dans le pays au cours du week-end dont le manquement au devoir a incité le Président Morales à mettre en garde contre [un prochain coup d'État](#).

### Crise dans la capitale

Les événements catastrophiques du week-end ont également vu des [émeutiers](#) prendre d'assaut les bureaux de la télévision et de la radio de l'État, s'emparant ainsi du contrôle de l'un des instruments du pouvoir d'État. La situation est actuellement d'une gravité sans précédent et semble appelée à s'aggraver encore si Camacho tente une fois de plus de « mener pacifiquement » une « marche » vers le palais présidentiel pour faire signer au Président Morales une « lettre de démission » préécrite, considérant que le chef de l'État ne

peut plus compter sur la police pour protéger sa résidence et considérant comment « l'opposition » pourrait la saisir par la force comme elle a pu le faire avec les médias d'État. Si Morales est contraint de fuir et de réinstaller son gouvernement dans une autre ville comme l'a fait son homologue équatorien au plus fort des protestations contre lui le mois dernier, cela pourrait alimenter les rumeurs selon lesquelles c'est un canard boiteux qui va être expulsé du pouvoir. Il lui est très difficile d'empêcher ce scénario depuis que l'armée a dit qu'elle n'interviendrait pas, car cela signifierait que ces forces incertaines encore loyales à la constitution et vouées à protéger le président seraient accusées par leurs supérieurs « d'insubordination » même si c'est leur supérieur qui est celui qui trahit l'État.

### Coup d'État militaire, séparatisme de droite et scénarios de guerre civile

Toute scission visible des forces armées conduirait presque certainement soit à un coup d'État militaire, soit à une guerre civile. Le dernier scénario pourrait, comme on pouvait s'y attendre, se produire puisque la base largement autochtone du Président Morales, prête à lutter pour le respect de ses droits, risque de voir ses acquis sociopolitiques historiques des quinze dernières années réduits à néant si « l'opposition » prend le pouvoir par la force. « L'opposition » avait auparavant menacé, lors d'une crise antérieure, de voir le croissant « [Media Luna](#) » (« Demi Lune ») des régions sous son influence faire sécession avec l'État. Même dans le cas très improbable où le Président Morales reprendrait le contrôle de la capitale, il aurait encore à relever le défi, plus redoutable encore, de réunir le pays dans ce scénario. Compte tenu de la dimension ethnique de cette crise de guerre hybride, on ne peut ignorer que les membres les plus « d'extrême droite » de l'opposition puissent s'inspirer de l'histoire pour organiser des escadrons de la mort et procéder à un nettoyage ethnique contre les partisans indigènes du Président Morales, notamment dans le scénario de « Media Luna » où ils pourraient être accusés de « cinquième colonne » du « dictateur communiste ».

### Réflexions finales

Il n'y a aucune chance réaliste que la guerre hybride contre la Bolivie soit résolue « pacifiquement » à moins que le Président Morales ne démissionne puisque « l'opposition » soutenue par les États-Unis brave le sang et fait tout ce qu'il lui faut dans sa quête du pouvoir. Même s'il est destitué (que ce soit en démissionnant sous la pression ou en étant renversé par l'armée), on ne sait pas si ses partisans, pour la plupart autochtones, vont simplement se rendre ou s'ils vont s'organiser pour défendre les droits durement acquis qu'ils ont reçus pendant son mandat mais qui risquent d'être annulés par « l'opposition ». Compte tenu de tout ce qui est en jeu, il est compréhensible que le Président Morales défende fermement la souveraineté de son État et les intérêts du peuple qui l'a déjà élu quatre fois pour le représenter, mais ce ne sera rien de moins qu'un miracle s'il est capable de réussir sans le soutien des forces armées. La « recommandation » de l'OEA, soutenue par les États-Unis, de tenir un autre scrutin est une tentative de « délégitimer » sa victoire et d'attiser les flammes d'une nouvelle agitation, donc l'accepter serait un aveu tacite que le premier tour était « frauduleux » et relancerait ainsi le complot initial pour le renverser par voie électorale, ce qui pourrait à son tour mettre en colère ses partisans. Quelle que soit la façon dont on voit les choses, la guerre hybride contre la Bolivie est encore loin d'être terminée.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[The Military Coup Against Morales Won't End the Hybrid War on Bolivia](#)

Cet article a été publié initialement en anglais par [OneWorld](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

### A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)